



CONVENTION RELATIVE A L'EXPLOITATION DU BARRAGE DE PEN-MUR

Entre

Le département du Morbihan, domicilié à l'Hôtel du Département - Rue Saint-Tropez – BP 400 – 56009 VANNES Cedex, représenté par Monsieur François GOULARD, agissant en qualité de Président, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération de la commission permanente du Conseil général en date du 13 avril 2012,

Ci-après dénommé « **le département** », d'une part,

Et

Le syndicat de l'eau du Morbihan, domicilié au 5 rue du Commandant Charcot – BP11 – 56001 VANNES, représenté par M. Aimé KERGUERIS, agissant en qualité de Président, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération du comité syndical en date du 23 février 2012,

Ci-après dénommée « **l'exploitant** », d'autre part,

Et

La commune de MUZILLAC, domiciliée place de l'hôtel de ville, 56 190 MUZILLAC, représentée par M. Joseph BROHAN, agissant en qualité de Maire, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du 23 février 2012,

Ci-après dénommée « **la commune** », d'autre part,

Préambule

Le département du Morbihan a acquis le barrage de Pen-Mur en octobre 1997, avec l'étang et les propriétés attenantes, dans le cadre de sa politique en matière d'espaces naturels sensibles.

La commune de Muzillac est quant à elle propriétaire et gestionnaire de la route située sur la crête du barrage. Elle est également propriétaire du moulin à papier et en a confié la gestion à une personne privée par le biais d'un bail commercial.

Enfin, le syndicat de l'eau du Morbihan exerce les compétences « *production* » et « *distribution* » de l'eau depuis le 1^{er} janvier 2012 et assure, à ce titre, la gestion de la prise d'eau dans l'étang de Pen-Mur.

Le barrage de Pen-Mur a été classé en catégorie D par arrêté préfectoral du 7 mai 2010, en application des articles L.211-3, R.214-112 à R.214-47 du code de l'environnement. Dans ce cadre, le département du Morbihan, propriétaire du barrage, était notamment tenu d'élaborer un document « *décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage* ». Ce document figure en annexe à la présente convention (document de consignes d'exploitation et de surveillance du barrage).

Au vu de l'intérêt de la retenue de Pen-Mur pour la production d'eau potable, de l'enjeu pour une gestion optimisée des ressources en eau et de la nécessité d'une gestion cohérente et coordonnée de l'ensemble du barrage, le syndicat de l'eau du Morbihan est apparu comme l'intervenant le plus pertinent pour assurer l'exploitation de l'ouvrage et de ses organes. Les « *organes* » du barrage, ainsi dénommés dans la présente convention, regroupent l'ensemble des ouvrages hydromécaniques (évacuateur central, évacuateur en rive droite, évacuateur en rive gauche, vanne d'alimentation du moulin), la passe à poisson et les dispositifs d'auscultation imposés par l'arrêté préfectoral susvisé.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- les obligations de chacune des parties signataires ;
- les points de surveillance du barrage et de ses organes, ainsi que leur fréquence ;
- les consignes d'intervention en temps normal et en période de crue, afin d'assurer notamment la sécurité du barrage.

Article 2 – Obligations du département

Le département effectue les travaux de réhabilitation nécessaires à la sécurité du barrage (ex : travaux de confortement, de réhabilitation, de mise en sécurité du barrage) et les grosses opérations d'entretien, à caractère exceptionnel (ex : le remplacement d'un organe hydraulique – vanne-clapet, vérin/centrale hydraulique, l'éventuel curage de la retenue, des travaux forestiers, ...) sortant du champs d'exploitation régulière du barrage tel que défini au chapitre 3 du document annexe et de l'article 3 de la présente convention.

Le département s'engage à laisser l'accès à ses propriétés pour l'entretien et la surveillance assurés par l'exploitant.

Le département s'engage à se conformer aux obligations réglementaires exigées en application de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2010 et reprises dans le chapitre 2.1 du document annexe. Pour ce faire, il confiera au bureau d'étude chargé du suivi technique du barrage les prestations suivantes :

- mise à jour du dossier de l'ouvrage ;
- visites techniques approfondies du barrage (tous les 5 ans) ;
- rédaction des rapports d'auscultation par analyse et interprétation des mesures faites par l'exploitant (tous les 5 ans) ;
- avis et conseils en cas d'anomalies constatées.

Article 3 – Obligations de l'exploitant

Au titre de la présente convention, le syndicat de l'eau du Morbihan est désigné comme exploitant du barrage.

Dans ce cadre, il s'engage à assurer les missions d'entretien, de maintenance et de surveillance du barrage et de ses organes, conformément aux prescriptions et aux fréquences définies au chapitre 3 du document figurant en annexe, à savoir notamment :

- l'entretien courant du barrage et de ses organes, le nettoyage des équipements (selon les prescriptions des constructeurs) ;
- l'entretien de la végétation ;
- la vérification périodique du bon fonctionnement des dispositifs de commande, et les dépannages le cas échéant ;
- la manœuvre régulière des ouvrages hydromécaniques conformément aux prescriptions et aux fréquences définies au chapitre 3.2. du document annexe ;
- les visites de surveillance mensuelles du barrage et de ses organes ;
- l'organisation de visites supplémentaires avec le prestataire chargé du suivi technique et le département suite à un évènement particulier (crue significative, crue exceptionnelle, séisme) ;
- l'organisation d'astreintes lors d'évènements particuliers.

L'exploitant s'engage également à :

- mesurer périodiquement les instruments d'auscultation et vérifier leur bon fonctionnement (leviers des piézomètres et mesures des débits de fuites, hors leviers topographiques qui relèvent de la responsabilité du département) et à communiquer les données au département ;
- communiquer au département les rapports de visites, les synthèses annuelles et toutes les informations disponibles concernant les ouvrages suivis ;
- tenir à jour le registre du barrage ;
- signaler au département toute défectuosité, panne ou mauvais état d'un ouvrage et lui soumettre des propositions en vue de sa restauration ;
- signaler au département toute autre anomalie constatée.

L'exploitant n'est pas tenu aux grosses opérations d'entretien telles qu'elles sont énumérées à l'article 2.

Article 4 – Obligations de la commune

Conformément à ses obligations prévues par ailleurs, la commune assurera l'entretien de la chaussée sur la crête du barrage de Pen-Mur, des voies d'accès au site et du parking du moulin pour préserver l'intégrité et la pérennité de la chaussée et assurer la sécurité des usagers de la voie.

En cas de travaux d'entretien ou de réparations sur le barrage, elle assurera la signalisation temporaire nécessaire, les restrictions de circulation et/ou les fermetures temporaires de la voie.

Par ailleurs, conformément au niveau d'intervention n°2 précisé à l'article 4.3 du document annexe (risque de submersion de la voirie), la commune s'engage à déclencher les mesures indispensables à l'information des riverains et à la fermeture de la circulation, en veillant à la signalisation adéquate.

La commune a confié, par délibération du conseil municipal en date du 23 février 2012, l'exploitation (manœuvre et entretien courant) de la vanne d'alimentation du moulin à l'exploitant du barrage. Les documents contractuels liant la commune avec le locataire du moulin devront être mis en adéquation avec les principes d'exploitation du barrage dans le cadre de la gestion de l'eau potable. En cas de litige avec le locataire du moulin, la commune reste le seul responsable.

Article 5 – Participation financière

L'exploitation de l'ensemble des ouvrages ne fait l'objet d'aucune rémunération et/ou participation financière, à quelque titre que ce soit.

Article 6 – Bilan et pilotage du suivi

Au plus tard au 1^{er} décembre de chaque année, l'exploitant adressera au département un bilan annuel de ses missions d'entretien et de surveillance.

A réception du bilan annuel sera organisé un comité de pilotage, composé d'un représentant de chacun des signataires de la convention. Il aura pour objectif de valider le bilan de l'année passée et d'établir les consignes de l'année suivante avec, le cas échéant, l'adaptation des descriptions techniques du document annexe, en fonction des travaux et aménagements réalisés sur le barrage et ses organes.

Article 7 – Durée de la convention

La présente convention, d'une durée de **5 ans**, prend effet à compter de la date de sa signature.

Article 8 – Modification

La prolongation de la durée de la présente convention ou toute autre modification de ses dispositions se fera sous forme d'un avenant.

Article 9 – Responsabilité / assurances

Le département reste seul juge de la suite à réserver aux observations émises par l'exploitant, suite à ses visites de surveillance.

Article 10 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements tels que prévus à la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi, par une autre partie, d'une lettre recommandée avec accusée de réception valant mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Pour tout litige intervenant dans l'exécution de la présente convention, une solution de conciliation sera recherchée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

Fait à VANNES, le 20 juillet 2012

Pour le département du Morbihan,
Le Président du Conseil général

François GOULARD

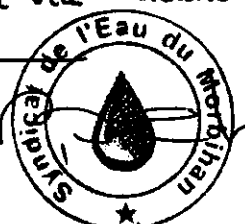
Pour Eau du Morbihan,
Le Président du syndicat

Aimé KERGUERIS

Pour le Président et par
délégation,
Le Vice-Président

Pour la commune de Muzillac,
Le Maire

Joseph BROHAN



Jean-Michel BELZ

